

ASSOCIATION LEONARD DE VINCI

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

7, rue Cambronne

75015 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

RSM PARIS
26, rue Cambacérès
75008 PARIS

ALF
5, avenue Odette
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

ASSOCIATION LEONARD DE VINCI

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

7, rue Cambronne

75015 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'Association LEONARD DE VINCI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LEONARD DE VINCI relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « 3.2 Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant les accords conclus entre l'association et le Conseil départemental des Hauts de Seine, dans la note « 3.3 Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui concerne le reclassement comptable des bourses Erasmus entre les exercices clos le 31 août 2023 et le 31 août 2024, ainsi que dans la note « 10. Événements postérieurs à la clôture des comptes » concernant l'apport partiel d'actifs de l'association vers la société *De Vinci Higher Education* le 30 septembre 2024, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Fontenay-sous-Bois, le 6 janvier 2025

Les commissaires aux comptes

RSM PARIS

ALF

Signé par Djamel Zahri
Le 06/01/25

ID: tx_w6OKgV4MLXG0



Djamel ZAHRI

Signé par philippe JEANNE
Le 06/01/25

ID: tx_w6OKgV4MLXG0

Signed with
Universign

Philippe JEANNE

1 - Bilan

- 1.1 - Bilan actif
- 1.2 - Bilan passif

2 - Comptes de résultats (voir tableaux)

- 2.1 - Compte de résultat global toutes activités
- 2.2 - Compte de résultat secteur non lucratif
- 2.3 - Compte de résultat secteur lucratif

3 - Annexe au bilan

- 3.1 – Objet social
- 3.2 – Faits caractéristiques
- 3.3 - Règles et méthodes comptables
 - 1 - Principes
 - 2 - Sectorisation
 - 3 - Comptabilisation des ressources
 - 4 - Immobilisations incorporelles et corporelles, calcul des amortissements et des provisions
 - 5 - Titres de participation
 - 6 – Autres titres immobilisés
- 3.4 - Compléments d'informations au bilan et aux comptes de résultats
 - 1 - Etat de l'actif immobilisé (tableau)
 - 2 - Etat des amortissements (tableau)
 - 3 - Etat des provisions, des créances et des dettes (tableau)
 - 4 - Produits d'exploitation constatés d'avance (tableau)
 - 5 - Charges d'exploitation constatées d'avance (tableau)
 - 6 - Charges à payer incluses dans les postes de dettes (tableau)
 - 7 - Produits à recevoir (tableau)
 - 8 - Fonds propres (tableau)
 - 9 - Disponibilités
- 3.5 - Autres informations
 - 1 - Crédits-bails
 - 2 - Engagements financiers
 - 3 - Produits de l'exercice par secteur d'activité
 - 4 - Plus-values latentes sur produits financiers
 - 5 - Charges de l'exercice
 - 6 - Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants
 - 7 - Valorisation du bénévolat
 - 8 - Ventilation par catégorie de l'effectif moyen salarié employé pendant l'exercice (hors vacataires)
 - 9 - Honoraires des Commissaires aux Comptes
 - 10 - Evénements postérieurs à la clôture des comptes

1.1 - BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, logiciels	101 021	83 866	17 155	11 402
Immobilisations incorporelles en cours	0		0	17 824
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	6 840 075	325 718	6 514 357	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 548 946	822 865	726 082	602 111
Autres immobilisations corporelles	8 016 405	4 935 013	3 081 392	1 738 244
Immobilisations corporelles en cours	2 444 730		2 444 730	4 917 220
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	142 000		142 000	142 000
Autres titres immobilisés	15 275 873	309 480	14 966 393	15 041 266
Prêts				
Autres	29 612 268		29 612 268	35 807 060
Total I	63 981 319	6 476 942	57 504 377	58 277 127
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 350 416	267 877	14 082 539	9 681 639
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	577 670		577 670	621 116
Valeurs mobilières de placement	436 409	431 338	5 071	560 018
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	52 868 978		52 868 978	47 424 166
Charges constatées d'avance	3 601 267		3 601 267	3 672 804
Total II	71 834 739	699 215	71 135 524	61 959 742
Frais d'émission des emprunts (III)	554 908		554 908	757 836
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	136 370 965	7 176 157	129 194 808	120 994 705

1.2 - BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 31-08-2024 (ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Report à nouveau	14 155 658	12 745 894
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	62 000 000	51 000 000
Autres	1 123 595	1 123 595
Excédent ou déficit de l'exercice	11 380 812	12 409 764
Situation nette (sous total)	88 660 066	77 279 254
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	88 660 066	77 279 254
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROMSIONS		
Provisions pour risques	577 070	381 728
Provisions pour charges	1 156 715	911 663
Total III	1 733 785	1 293 391
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	0	278
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	14 150 326	22 942 517
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	9 939 833	5 188 004
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 655 915	14 274 541
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	54 885	16 720
Total IV	38 800 958	42 422 061
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	129 194 808	120 994 705

2.1 - COMPTE DE RESULTAT GLOBAL TOUTES ACTIVITES

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	352	416
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	74 067 997	64 413 562
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 804 455	1 705 978
Vrsmts des fondateurs ou consom. de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	49 770	24 000
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	79 041	124 578
Contributions financières reçues		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	984 454	1 170 839
Total I	76 986 070	67 439 373
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	24 472 597	21 173 696
Aides financières	672 244	255 156
Impôts, taxes et versements assimilés	603 952	467 069
Salaires et traitements	24 456 037	19 534 071
Charges sociales	12 117 537	10 022 787
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 695 046	1 321 682
Dotations aux provisions	460 737	399 294
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 444 660	2 322 283
Total II	66 922 810	55 496 038
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	10 063 260	11 943 334

2.1 - COMPTE DE RESULTAT GLOBAL TOUTES ACTIVITES (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	338 400	449 790
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	156 299	191 791
Autres intérêts et produits assimilés	1 473 899	484 017
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	745 110	28 865
Différences positives de change	26 719	14 660
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 093	0
Total III	2 750 520	1 169 123
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	265 683	332 189
Intérêts et charges assimilées		0
Différences négatives de change	1 022	2 331
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	227 778	4 794
Total IV	494 483	339 314
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 256 037	829 809
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	12 319 298	12 773 143
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 366	4 200
Sur opérations en capital	103 473	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	104 839	4 200
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 295	239 116
Sur opérations en capital	784 542	98 541
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	787 837	337 657
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-682 998	-333 457
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	255 487	29 922
Total des produits (I + III + V)	79 841 429	68 612 695
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	68 460 617	56 202 931
EXCEDENT OU DEFICIT	11 380 812	12 409 764
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

2.2 - COMPTE DE RESULTAT SECTEUR NON LUCRATIF

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	352	416
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	72 075 379	62 394 326
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 804 455	1 705 978
Vrsmts des fondateurs ou consom. de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	49 770	24 000
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	79 041	124 578
Contributions financières reçues		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	260 558	395 870
Total I	74 269 556	64 645 168
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	23 441 788	19 970 767
Aides financières	659 824	238 051
Impôts, taxes et versements assimilés	574 425	438 087
Salaires et traitements	23 500 300	18 621 349
Charges sociales	11 703 731	9 601 038
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 665 458	1 284 924
Dotations aux provisions	460 737	399 294
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 343 280	2 216 407
Total II	64 349 543	52 769 916
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	9 920 013	11 875 251

2.2 - COMPTE DE RESULTAT SECTEUR NON LUCRATIF (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	156 299	191 791
Autres intérêts et produits assimilés	1 473 899	484 017
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	745 110	28 865
Différences positives de change	26 719	14 660
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 093	0
Total III	2 412 120	719 333
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	265 683	332 189
Intérêts et charges assimilées		0
Différences négatives de change	1 022	2 331
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	227 778	4 794
Total IV	494 483	339 314
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 917 637	380 019
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	11 837 650	12 255 270
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 366	4 200
Sur opérations en capital	103 473	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	104 839	4 200
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 277	239 116
Sur opérations en capital	784 542	98 541
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	787 819	337 657
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-682 980	-333 457
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	219 700	11 529
Total des produits (I + III + V)	76 786 515	65 368 700
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	65 851 545	53 458 416
EXCEDENT OU DEFICIT	10 934 970	11 910 284
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

2.3 - COMPTE DE RESULTAT SECTEUR LUCRATIF

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 992 618	2 019 236
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	0	0
Vrsmts des fondateurs ou consom. de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	0	0
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0	0
Contributions financières reçues		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	723 896	774 969
Total I	2 716 514	2 794 205
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 030 808	1 202 928
Aides financières	12 420	17 106
Impôts, taxes et versements assimilés	29 527	28 983
Salaires et traitements	955 737	912 722
Charges sociales	413 806	421 749
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 588	36 758
Dotations aux provisions	0	0
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	101 380	105 877
Total II	2 573 267	2 726 122
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	143 248	68 083

2.3 - COMPTE DE RESULTAT SECTEUR LUCRATIF (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31-08-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31-08-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	338 400	449 790
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total III	338 400	449 790
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées		0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	338 400	449 790
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	481 648	517 873
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	18	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	18	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-18	0
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	35 787	18 393
Total des produits (I + III + V)	3 054 914	3 243 995
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 609 072	2 744 515
EXCEDENT OU DEFICIT	445 843	499 480
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

3 - ANNEXE AU BILAN

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2024 ont été élaborés et présentés selon les principes comptables applicables en France, conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié relativement au plan comptable général et selon les dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, modifié relativement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ses règlements modificatifs.

Ceux-ci consolident les activités non lucratives et lucratives de l'exercice.

Montant total au bilan :129 194 808€

Le compte de résultat de l'exercice est présenté sous forme de liste.

Il dégage un excédent de : 11 380 812€

L'exercice a une durée de douze mois et recouvre la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024, correspondant à l'année universitaire.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les services financiers de l'Association.

3.1 – Objet social et moyens mis en œuvre

L'association Léonard De Vinci a pour but :

- De former toute personne ayant en charge ou devant prendre en charge des fonctions d'encadrement ou de recherche, notamment dans les domaines techniques ou scientifiques, de la gestion ou du commerce, de l'environnement, de la culture, de l'ingénierie de projet, du multimédia, dans les secteurs privé ou public, en France ou à l'étranger par l'enseignement, la recherche appliquée ou d'une manière générale toute modalité de transfert de connaissances ou d'expériences, avec le souci d'une formation pluridisciplinaire, incluant notamment les langues et la pratique des sports, et d'un partenariat avec toute organisation privée et publique, notamment à travers l'exercice de missions de longue durée en entreprise ;
- De mettre en place des cours et stages ou de participer à leur ingénierie ou à leur organisation ou, de façon générale, de participer à l'ingénierie d'organismes de formation ;
- De mettre en place des colloques et des séminaires ou de participer à leur ingénierie ou à leur organisation ;
- De soutenir toutes études, recherches ou manifestations qu'elle souhaitera dans le domaine de sa compétence ;
- De favoriser le développement des activités d'enseignement, notamment à travers le recours à du personnel appartenant à la fonction publique par mise à disposition, détachement ou mise en disponibilité, la création, la publication et la mise à disposition de travaux de recherche et de connaissances au moyen de tout support (livres, audiovisuel, CD Rom, sites internet ...) et grâce au développement d'un centre documentaire ;
- De développer tout système informatique lié à la pédagogie ou à une activité de recherche ;
- De participer à toutes créations de structures de formation, et à toutes actions pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces buts et destinées à en permettre la réalisation ;
- D'acquérir, prendre à bail, gérer tous actifs immobiliers ou mobiliers nécessaires à la réalisation de ses missions ;

- De mener des actions en formation et d'éducation alternées et dispenser des enseignements pendant le temps de travail à distance ou en présentiel et plus généralement d'accomplir toute activité de formation en apprentissage.

3.2 - Faits caractéristiques

Les discussions entre L'ALDV et le Conseil Départemental des Hauts de Seine, propriétaire du site actuel qu'occupe l'ALDV concernant les conditions de départ de l'ALDV en 2026 ont abouti à un accord signé par les deux parties en septembre 2022 dont les modalités ont été intégrées dans les comptes annuels de l'ALDV. Sur la demande du Conseil Départemental, cet accord doit cependant être homologué par le tribunal administratif. L'homologation par voie judiciaire a été rejetée en première instance en décembre 2022. L'accord a été homologué en mai 2024 suite à un recours conjoint en appel. Un nouveau protocole signé en septembre 2024 a fixé les montants de loyer et charges au titre de 2023/2024 et 2024/2025, tenant compte d'une augmentation des surfaces par rapport au protocole initial. Le montant des provisions cumulées enregistrées dans le bilan de l'ALDV s'élève à 8 997K€ correspondant aux charges de mise à disposition des espaces occupés par l'ALDV pour les années 2022/2023 et 2023/2024.

3.3 - Règles et méthodes comptables

Selon l'article 141-1 du règlement de l'Autorité des normes comptables -ANC- n° 2018-06 du 5 décembre 2018, les bourses Erasmus accordées aux étudiants constituent une aide financière. Elles ont été reclassées pour un montant de 475 900€ au 31/08/2024. Elles se trouvaient en autres achats et charges externes au 31/08/2023.

1. Principes

Les conventions générales ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- Coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

2. Sectorisation

Au titre de l'arrêté comptable 2023-2024, les comptes ont fait l'objet d'une sectorisation conformément aux principes fiscaux qui s'appliquent aux associations de la loi 1901.

Les éléments structurant de la méthode utilisée sont basés sur :

- Les données comptables issues de la comptabilité analytique ;
- L'utilisation de clés de répartition des charges communes déterminées au cours de l'exercice.

3. Comptabilisation des ressources

Les droits de scolarité comptabilisés respectent le calendrier universitaire, les acomptes relatifs aux inscriptions de la rentrée suivante sont inscrits au bilan sur la ligne « autres dettes ».

Aucune subvention du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) n'a été reçue depuis 2022.

4. Immobilisations incorporelles et corporelles, calcul des amortissements et des provisions

Les logiciels informatiques sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 an.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements ont été calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie probable des biens et de leur utilisation et affectés aux secteurs d'activités en fonction d'une répartition prédéfinie.

- Matériel et outillage : 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- Mobilier de bureau : 3 à 10 ans

Les dépenses et charges de l'exercice ont été normalement provisionnées pour l'arrêté des comptes.

5. Titres de participation

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'acquisition.

6. Autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat déduction faite des commissions de souscriptions, hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur de retrait est inférieure au coût d'acquisition.

7. Frais d'émission d'emprunts

L'association a pris l'option de comptabiliser les frais d'émission d'emprunts en charges à répartir. Un montant de 620K€ correspondant aux honoraires de mise en place du contrat de crédit-bail immobilier signé le 31/01/2023, a été comptabilisé en charges à répartir et est amorti sur la durée du financement. La dotation de l'année est de 34 822,13€.

8. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction de l'antériorité de la créance et des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

9. Valeurs mobilières de placement

Les VMP sont valorisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction de la baisse de la valeur du marché.

3.4 - Compléments d'informations relatifs au bilan et aux comptes de résultats**1. Etat de l'actif immobilisé**

(€)

LIBELLE	DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	69 480	32 771	1 230	101 021
Immobilisations en cours	17 824		17 824	
Immobilisations corporelles				
Installations sur sol d'autrui		6 840 075		6 840 075
Matériel et outillage	1 229 481	338 323	18 858	1 548 946
Installations, Agencements divers	23 699	5 039		28 738
Matériel de bureau, Informatique et Mobilier	5 793 022	2 455 686	261 043	7 987 665
Immobilisations en cours	4 917 220	2 402 879	4 875 369	2 444 730
Immobilisations financières				
Titres (*)	142 000			142 000
Autres titres immobilisés	15 569 873	12 098 458	12 392 458	15 275 873
Intérêts courus non échus	20 590	19 119	20 590	19 119
Dépôts et cautionnements	35 786 470	5 811 680	12 005 000	29 593 150
TOTAL	63 569 660	30 004 030	29 592 372	63 981 318

La ligne Dépôts et cautionnements est constituée essentiellement de l'avance preneur de 29 058 398€ versée dans le cadre de la vente en l'état de futur achèvement signée le 31 janvier 2023 par l'ALDV portant sur le futur site de l'association. La mise sous séquestre de 12 000 000€ a été remboursée.

L'augmentation des immobilisations corporelles est due principalement aux travaux débutés début 2023 et finalisés en avril 2024 au campus des Terrasses pour un montant de 6 840 075€. La fin des travaux a entraîné une diminution des immobilisations en cours pour un montant de 4 780 696€.

Détail des titres :

2016/2017 : D.V.I. **141 000 €** 15 %
 2017/2018 : SCI Avenir Estate **1 000 €** 14,08%

(*) Titres 142 000€ : solde présenté en N-1 152 K€. Les titres SCI Avenir sont présentés en autres titres.

Filiales et participations :

(€)	Capital	Réserves et Report à nouveau	Quote-part de capital détenue	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Chiffres d'affaires	Résultat dernier exercice clos	Dividendes reçus
D.V.I.	940 000	6 161 846	15%	141 000	141 000	0	3 855 258	338 400

2. Etat des amortissements

(€)

LIBELLE	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Logiciels	58 078	27 018	1 230	83 866
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Installations sur sol d'autrui		325 718		325 718
Matériel et outillage	627 371	213 331	17 837	822 865
Installations, Agencements divers	11 325	2 779		14 103
Matériel de bureau et Informatique, Mobilier	4 067 152	954 786	101 029	4 920 910
TOTAL	4 763 926	1 523 632	120 096	6 167 462

3. Etat des provisions, des créances et des dettes

Provisions inscrites au bilan

(€)

LIBELLE	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES UTILISEES	REPRISES NON UTILISEES	FIN EXERCICE
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Risques et charges	1 293 391	460 737	2 000	18 343	1 733 785
<i>Provisions pour dépréciation</i>					
Immobilisations financières	528 607	265 683	484 810		309 480
Clients douteux	13 900	17 252	13 000	900	17 252
Autres clients douteux (étudiants et alternance)	224 680	119 340	18 048	75 347	250 625
Placements Valeurs Mobilières	691 638		260 300		431 338
TOTAL	2 752 216	863 012	778 158	94 590	2 742 480

Compléments d'informations aux provisions pour risques et charges :

- **Provisions pour risques**

Les reprises de provisions s'élèvent à 20 343€ en application des décisions de justice rendues au cours de l'exercice.

Une nouvelle provision pour risque a été constatée : une provision de 215 685€ pour le risque avec l'agence immobilière Elevare qui a assigné l'association devant le tribunal.

- **Provisions pour charges**

Le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite a été effectué par le cabinet Willis Towers Watson. L'ancienneté prise en compte dans le calcul de l'indemnité est l'ancienneté acquise du salarié à la date de départ en retraite. La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève, au titre de l'exercice 2023-2024 à une augmentation de 245 052€, ce qui porte la provision incluant les charges sociales à la somme de 1 156 715€.

Elle concerne le personnel permanent en contrat à durée indéterminée.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Application de l'accord collectif d'entreprise relatif au statut collectif du personnel de l'ALDV de 2018
- Type de départ en retraite : A l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de charges patronales : 50%
- Taux d'actualisation : 3,46%
- Taux d'augmentation des salaires : 3,30%
- Table de mortalité : INSEE 2017-2019
- Taux de turnover dégressif en fonction de l'âge et nul à partir de 50 ans.

■ Provisions pour clients douteux

Les nouvelles provisions correspondent à la formation initiale pour un montant de 119 340€, aux créances clients tiers pour un montant de 17 252€. Elles ont été calculées au cas par cas.

Les reprises de provision correspondent à 76 247€ de créances irrécouvrables et à 31 048€ de règlements reçus en 2023-2024.

Etat détaillé des créances

(€) CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT

LIBELLE	Montant brut	Echéance jusqu'à 1 an	Echéance à plus de 1 an
Acomptes versés	201 047	201 047	
Clients douteux	17 252	17 252	
Autres clients douteux (étudiants et alternance)	263 979	263 979	-
Créances clients	264 483	264 483	-
Créances clients, factures à établir	13 804 703	13 804 703	-
Personnel	6 000	6 000	-
Etat autres collectivités	309 219	309 219	-
Autres créances	61 403	61 403	-
TOTAL	14 928 086	14 928 086	-

Etat détaillé des dettes

(€)

LIBELLE	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
DETTES FINANCIERES			-
Dépôts et cautionnements reçus	0	0	-
AUTRES DETTES			-
Avances reçues et usagers créditeurs	14 640 294	14 640 294	-
Intérêts courus non échus	0	0	
Dettes fournisseurs	1 918 570	1 918 570	-
Dettes fournisseurs, factures non parvenues	12 231 756	12 231 756	-
Déb et Créd Inst Léonard de Vinci	0	0	
Personnels	6 043 385	6 043 385	-
Organismes sociaux & autres collectivités	3 238 282	3 238 282	-
Contributions, impôts et taxes recouvrés pour le compte de l'État	119 795	119 795	
Impôts sur les bénéfices	255 487	255 487	-
Etat taxe sur la valeur ajoutée	282 884	282 884	-
Autres dettes	15 621	15 621	-
TOTAL	38 746 073	38 746 073	-

Informations complémentaires relatives aux « autres impôts et taxes »

Le secteur non lucratif n'est pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée.

4. Produits d'exploitation constatés d'avance

(€)

Subvention PULSAR	5 850
Chaire de recherche DEXTRAIN	7 250
Chaire de recherche AID	7 500
Chaire de recherche IGN	7 785
UNIFY Accès Fablab	1 500
Bourse AVANADE	25 000
TOTAL	54 885

5. Charges d'exploitation constatées d'avance

(€)

Locations	187 551
Entretien, maintenance	149 089
Assurance	193 874
Provision frais sur VEFA	2 159 278
Redevances	503 506
Divers	407 968
TOTAL	3 601 267

6. Charges à payer incluses dans les postes de dettes

(€)

Fournisseurs, factures non parvenues	12 231 755
Clients avoirs à établir	22 500
Dettes congés payés	1 605 536
Dettes salaires personnel à payer	4 295 452
Dettes notes de frais à payer	446
Dettes sociales et charges s/congés payés	1 891 161
Impôts et taxes à payer	824
TOTAL	20 047 674

10. Produits à recevoir

(€)

Fournisseurs, avoirs à recevoir	3 010
Clients factures à établir	13 804 703
Autres produits à recevoir	384
TOTAL	13 808 097

11.Variation des fonds propres

(€)

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	52 123 595	11 000 000			63 123 595
Report à nouveau	12 745 894	1 409 764			14 155 658
Excédent ou déficit de l'exercice	12 409 764	-12 409 764	11 380 812		11 380 812
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	77 279 253	0	11 380 812		88 660 065

(€)

SUIVI DES RESERVES POUR PROJET	A L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Projets immobiliers	43 000 000	11 000 000		54 000 000
Autres	8 000 000			8 000 000
TOTAL	51 000 000	11 000 000		62 000 000

12.Disponibilités

Le montant des disponibilités s'élève à 52 869K€ au 31/08/2024 et doit être mis en regard des dettes fournisseurs et comptes rattachées d'un montant de 14 150K€ et des autres dettes d'un montant de 14 656K€. Les dettes fournisseurs incluent une provision pour les charges locatives et redevances liées à la mise à disposition des locaux qu'occupe actuellement l'Association Léonard de Vinci par le Conseil Départemental des Hauts de Seine pour un montant total de 8 997K€ pour les années 2022/2023 et 2023/2024.

Les autres dettes incluent les acomptes versés par les étudiants ou leur référent-payeur relatifs aux frais de scolarité de l'année universitaire 2024/2025, d'un montant de 14 401K€.

Retraités de cette provision pour charges locatives et redevances et des acomptes versés par les étudiants ou leur référent-payeur liés aux frais de scolarité de l'année universitaire 2023/2024, les disponibilités de l'Association Léonard de Vinci s'élèveraient plutôt à 29 471K€ au 31/08/2024.

3.5 - Autres informations

1. Crédits-bails

€	Copieurs	Copieurs Nantes
Valeur d'origine	66 662	3 654
Redevances payées :		
Cumuls exercices antérieurs	45 257	1 869
Exercice	25 498	2 116
Redevances restant à payer	0	0
A un an au plus	0	0
A plus d'un an et cinq au plus	0	0
A plus de cinq ans	-	

2. Engagements financiers

L'Association Léonard de Vinci a signé le 31 janvier 2023 un accord de financement de l'acquisition d'un campus en Etat Futur d'Achèvement situé au 41 Allée le Corbusier à Nanterre sous la forme d'un crédit-bail immobilier. Cet accord prévoit un financement de 80M€ sur douze ans par une syndication de banques constituée de La Banque Postale (LBP, Banque Populaire Caisse d'Epargne (BPCE) et Arkea, filiale du groupe Crédit Mutuel.

Le solde de l'opération d'un montant total estimé 116M€ HT sera apporté par l'Association Léonard de Vinci à travers une avance preneur estimée à 36M€. Cette avance preneur fait l'objet d'un nantissement au profit du crédit bailleur

Le crédit-bailleur consentira mainlevée totale du nantissement du compte espèces de 12M€ après justification d'un accord de règlement définitif d'occupation des locaux du campus du pôle entre l'ALDV et le Conseil Départemental de Hauts de Seine. Le nantissement du compte espèces de 12M€ a été levé et remboursé en août 2024.

Cet accord prévoit une option d'achat en fin d'opération à horizon douze ans d'un montant de 30M€ correspondant à une option d'achat de 66 M€ déduction faite de l'avance preneur.

3. Produits de l'exercice par secteur d'activité

a) Produits d'exploitation

(€)

	Marché géographique : France		
	Activité lucrative	Activité non lucrative	Total
Cotisations	0	352	352
Cotisations membres de l'association	0	352	352
Ventes de prestations de service	1 992 618	72 075 379	74 067 997
Produits de scolarité	0	71 609 726	71 609 726
Recherche	96 668	66 342	163 010
Convention prestations de services informatiques	50 496	0	50 496
Convention prestations de services pédagogiques	626 984	0	626 984
Convention prestations de services supports	982 220	0	982 220
Autres prestations	236 250	399 310	635 560
Produits de tiers financeurs	0	1 854 226	1 854 226
Taxe d'apprentissage		1 071 631	1 071 631
Convention de subvention (recherche)		154 596	154 596
Autres subventions (CVEC, Erasmus, ...)		578 228	578 228
Contributions financières		49 770	49 770
Autres produits	0	79 041	79 041
Autres produits divers de gestion courante	0	79 041	79 041
Reprises sur amort, dépréciation, prov et transferts de charges	723 896	260 559	984 454
Reprises sur provisions pour risques & charges	0	20 343	20 343
Reprises sur provisions pour dépréciation des comptes clients	12 000	95 295	107 295
Transferts de charges	711 896	144 919	856 816
TOTAL	2 716 514	74 269 557	76 986 070

Le compte transferts de charges comprend la facturation des dépenses engagées pour le compte de l'ILV pour 668 K€, la prise en charge de formation salariés par AKTO pour 53 K€ et la facturation des dépenses engagées pour le concours Avenir et Sésame pour 80 K€.

Pour donner suite à la réforme de la taxe d'apprentissage, l'article 614-1 du règlement ANC précise que les établissements de droit privé comptabilisent les montants reçus au titre du solde de la taxe d'apprentissage, par l'intermédiaire de la Caisse de dépôts et consignations, en produits lors de leur encaissement effectif.

b) Produits financiers

Produits financiers secteur non lucratif

2 412 120 €

Revenus des titres	156 299 €
Plus-values réalisées sur les fonds communs de placement	0 €
Intérêts sur comptes rémunérés.....	1 473 260 €
Intérêts réalisés sur obligations.....	639 €
Autres produits financiers.....	26 719 €
Produits de cession vmp.....	10 093 €
Reprises sur provisions	745 110 €

Produits financiers secteur lucratif

Les produits financiers correspondent aux dividendes des titres DVI pour un montant de 338 400€.

c) Produits exceptionnels secteur non lucratif 104 839 €

Produits sur exercices antérieurs	0 €
Autres produits exceptionnels	1 366 €
Produit de cession Immobilisations corporelles	0 €
Produit de cession Immobilisations financières	103 473 €

4. Plus-values latentes sur produits financiers

Aucune plus-value latente sur produits financiers relatifs aux OPCVM n'est constatée au 31 août 2024.

5. Charges de l'exercice**a) Autres charges**

La ligne « autres charges » comprend des redevances pour licences pour 811 K€ et la quote-part de résultat sur opérations faites en commun de 1444 K€, refacturation de l'ILV à l'ALDV dans le cadre du programme partagé par l'Association Léonard de Vinci et l'Institut Léonard de Vinci intitulé « Digital Marketing & Data Analytics ».

b) Charges exceptionnelles 787 837 €

Charges sur exercices antérieurs.....	2 376 €
Autres charges exceptionnelles.....	919 €
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	1 777 €
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	782 765 €

6. Rémunération des administrateurs (application de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif et l'engagement associatif)

Administrateur	Montant Brut 2023-2024
Président	115 000€
1 ^{er} Vice-président	115 000€
2 ^{ème} Vice-président	30 000€

L'Association ne compte pas d'autre cadre dirigeant ayant un rôle de représentation et d'administration.

7. Valorisation du bénévolat

Seuls les membres du conseil d'administration sont bénévoles au titre de leur fonction d'administrateur. Le bénévolat n'est donc pas valorisé dans les comptes.

8. Ventilation par catégorie de l'effectif moyen salarié employé pendant l'exercice (hors vacataires) :

Catégorie	Effectif moyen
- Employés	17
- Agents de maîtrise	89
- Cadres	264
	370

9. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes, pour l'exercice clos au 31 août 2024, s'élèvent à 53 760€ TTC afférents à la certification des comptes.

10. Evénements postérieurs à la clôture des comptes

Les actifs constitués par l'ESILV, l'EMLV et les services transversaux de l'association travaillant pour les écoles ont été transférés le 30/09/2024 vers DVHE (qui a adopté le statut de société à mission), rétroactif au 01/09/2024.

En contrepartie de la cession des actifs, l'association reçoit des parts de l'ILV. L'actif net de la branche d'activité apportée est égal à 180 964 886€, en contrepartie de 71 899 actions ordinaires nouvelles de la société ILV d'une valeur nominale de 10€ chacune (via une augmentation de capital de la société ILV d'un montant de 718 990€).

Les actions de la société ILV reçues par l'association ont été apportées en nature à la société DVI en contrepartie de l'émission de 1 138 895 actions ordinaires de DVI au profit de l'association (via une augmentation de capital de DVI d'un montant de 1 138 895€), assorti d'une prime d'apport d'un montant total de 179 825 109€.

Les titres de la société DVI détenus par l'association ont été cédés à la société ADE Holding pour un prix de 201 923 396,20€ brut (1 280 803 actions).

Le crédit-bail immobilier du campus du Parc reste dans l'association, avec une sous-location effectuée au prix de marché.

L'association perd son objet d'intérêt général et devient entièrement lucrative.

Les statuts de l'association ont été modifiés le 30 septembre 2024, ils mentionnent le transfert du siège social au siège d'ADE HOLDING à compter du 1er octobre 2024 (7 rue Cambronne, 75015 PARIS), la démission de l'ensemble des administrateurs de l'association et la nomination des membres de droit (sociétés MYRRHA et ADE HOLDING, représentées par M. Kevin GUENEGAN).